

| | |
|----------------------|--------------|
| Conseil Municipal du | 19 juin 2017 |
|----------------------|--------------|

| | |
|---|-------|
| à | 18h00 |
|---|-------|

| | |
|----------------|-----------|
| N°ordre | 42 |
| N° identifiant | 2017-0204 |

| | |
|-------|--|
| Titre | Mise en œuvre de la verbalisation électronique |
|-------|--|

| | |
|------------------------|-----------------|
| Rapporteur(s) | Christian PETIT |
| Date de la convocation | 30/05/2017 |

| | |
|-------------------------|------------------------|
| Président de séance | Monsieur Alain CLAEYS |
| Secrétaire(s) de séance | MM. BLANCHARD & ROBLOT |

| | |
|-----|---------------------------------------|
| PJ. | Convention verbalisation électronique |
|-----|---------------------------------------|

| | | |
|---------------------|----|--|
| Membres en exercice | 53 | |
| Quorum | | |

| | | |
|----------|----|---|
| Présents | 42 | <p>M. Alain CLAEYS - Maire</p> <p>Mme Laurence VALLOIS-ROUET - M. Francis CHALARD - M. Bernard CORNU - Mme Jacqueline GAUBERT - M. Aurélien TRICOT - Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX - M. Jean-Daniel BLUSSEAU - M. Abderrazak HALLOUMI - M. François BLANCHARD - Mme Régine FAGET-LAPRIE - M. Christian PETIT - Mme Marie-Thérèse PINTUREAU Adjoint Mme Eliane ROUSSEAU - Mme Nicole BORDES - M. Daniel HOFNUNG - M. Yves JEAN - Mme Francette MORCEAU - M. El Mustapha BELGSIR - Mme Michèle HENRI - Mme Christine BURGERES - M. Patrick CORONAS - M. Laurent LUCAUD - Mme Anne GERARD - Mme Diane GUERINEAU - M. Jules AIME - M. Philippe PALISSE - Mme Marie-Dolorès PROST - Mme Stéphanie DELHUMEAU-DIDELOT - M. Edouard ROBLOT - M. Jacques ARFEUILLERE - Mme Manon LABAYE - M. Alain VERDIN - Mme Aïcha HOUSSEIN - M. Frédéric BOUCHAREB - M. Michel BERTHIER - M. Jean-Claude BONNEFON - Mme Coralie BREUILLE - Mme Christiane FRAYSSE - Mme Marie-Madeleine JOUBERT - Mme Nathalie RIMBAULT-HERIGAULT - Mme Peggy TOMASINI Conseillers municipaux</p> |
|----------|----|---|

| | | |
|---------|---|--|
| Absents | 2 | <p>Mme Valérie FRANCHET-JUBERT - M. Sylvain POTHIER-LEROUX Conseillers municipaux</p> |
|---------|---|--|

| | | | |
|--------------|---|-----------------------------------|-------------------------------------|
| Mandats | 9 | Mandants | Mandataires |
| | | Monsieur COMPTE Jean-Marie | Monsieur BERTHIER Michel |
| | | Madame PERSICO Patricia | Madame FAGET-LAPRIE Régine |
| | | Monsieur RICCO Jean-Baptiste | Monsieur CLAEYS Alain |
| | | Madame BALLON Clotilde | Monsieur BLANCHARD François |
| | | Madame APERCE Martine | Madame DELHUMEAU-DIDELLOT Stéphanie |
| | | Madame DAIGRE Jacqueline | Monsieur ROBLOT Edouard |
| | | Monsieur MASSOL Jean-José | Monsieur PALISSE Philippe |
| | | Madame FAURY-CHARTIER Michèle | Monsieur JEAN Yves |
| | | Madame RIMBAULT-RAITIERE Nathalie | Madame RIMBAULT-HERIGAULT Nathalie |
| Observations | | | |

| | |
|------------------------------------|--|
| Projet de délibération étudié par: | 2- Commission du Bien vivre ensemble et de la vie dans les quartiers 1- Commission générale Finances - Ressources - Personnel |
|------------------------------------|--|

| | |
|------------------|---|
| Service référent | Direction Générale des Services Direction Prévention - Tranquillité publique |
|------------------|---|

Ce sujet fait l'objet de l'engagement : développer les solidarités de l'Agenda 21 de Grand Poitiers, au titre de l'opération proposée :

La verbalisation électronique est un dispositif qui permet de relever les infractions liées au stationnement et à la circulation routière, ainsi que celles qui sont liées aux autres infractions telles que la pollution ou le bruit, à l'aide d'appareils électroniques portables.

Les messages d'infraction enregistrés par ces équipements sont transmis directement au Centre national de traitement (CNT) de Rennes, lequel adresse un avis de contravention à la personne interceptée ou au titulaire du certificat d'immatriculation d'un véhicule ayant fait l'objet d'une verbalisation, notamment dans le cas du stationnement.

Le prestataire sera retenu dans le cadre d'une procédure adaptée.

Les avantages de la verbalisation électronique sont :

- La suppression des tâches administratives de suivi des contraventions, d'enregistrement des paiements.
- L'envoi à domicile de l'avis de contravention.
- La diminution du taux de contestation grâce à des avis de contravention plus clairs
- La mise à disposition de moyens de [paiement](#) dématérialisés (par [internet](#) notamment), qui facilitent le recouvrement au stade de l'amende forfaitaire et diminuent les tâches de poursuites aux stades ultérieurs.

Par ailleurs, la mise en œuvre du procès-verbal électronique constitue un élément préalable à la mise en œuvre du paiement à l'horodateur par mobile (rentrée 2017) et de l'importante réforme sur la dépenalisation du stationnement payant qui entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2018.

Dans ce cadre, il vous est demandé d'autoriser Monsieur le Maire à signer avec Madame la Préfète, la Convention partenariale de l'Agence nationale de traitement automatisé des infractions (ANTAI) ainsi que tous documents relatifs à la mise en œuvre de ce projet.

| | | |
|---------------------------|----|--|
| POUR | 45 | |
| CONTRE | 6 | M. Jacques ARFEUILLERE, Mme Manon LABAYE, M. Alain VERDIN, Mme Aïcha HOUSSEIN, Mme Christiane FRAYSSE, Mme Marie-Madeleine JOUBERT |
| Abstention | 0 | |
| Ne prend pas part au vote | 0 | |

Pour le Maire,



| | |
|------------------|--------|
| RESULTAT DU VOTE | Adopte |
|------------------|--------|

| | |
|---|--|
| Affichée le | 23 juin 2017 |
| Date de publication au Recueil des Actes Administratifs | |
| Date de réception en préfecture | 27 juin 2017 |
| Identifiant de télétransmission | 86-218601946-20170619- lmc145113-DE-1-1 |

| | |
|-------------------------|------------------------------------|
| Nomenclature Préfecture | 6.1 |
| Nomenclature Préfecture | Impossible de récupérer le libellé |



ANTAI **AGENCE NATIONALE** **DE TRAITEMENT AUTOMATISÉ** **DES INFRACTIONS**

CONVENTION

Relative à la mise en œuvre du processus de la verbalisation électronique sur le territoire de la commune de POITIERS.

En vertu du décret N° 2011-348 du 29 mars 2011 portant création de l'Agence nationale de traitement automatisé des infractions (ANTAI), celle-ci est chargée de la mise en œuvre de la verbalisation électronique et du traitement des messages d'infraction adressés par les collectivités territoriales,

Vu la délibération Mairie de Poitiers du 19 juin 2017,

Les parties à la convention :

- La Préfète du département de la Vienne qui agit au nom et pour le compte de l'Agence nationale de traitement automatisé des infractions ;
- Le Maire de la commune de Poitiers,

Article I : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions de la mise en œuvre du processus de verbalisation électronique sur le territoire de la commune de Poitiers.

Article II : Engagements de l'Agence nationale de traitement automatisé des infractions

L'Agence nationale de traitement automatisé des infractions s'engage à titre gracieux à :

- fournir, sur demande de la collectivité, le logiciel PVE pour PDA et tablette PC ainsi que le logiciel PVE pour ordinateur, aussi appelé application de gestion centrale (AGC) * ;
- fournir, sur demande de la collectivité, les documents de type guide d'utilisation pour les agents verbalisateurs et les chefs de service * ;
- fournir, sur demande de la collectivité, les modèles d'avis d'information * et de relevé d'infraction * ;

fournir la liste des natures d'infraction (NatInf) prises en charge par le CNT ainsi que les mises à jour du logiciel PVe au moyen d'un procédé automatique ;

- traiter les messages d'infraction reçus par voie électronique au centre national de traitement (CNT) de Rennes ; éditer les avis de contravention (ACO) et tous les documents afférents, les affranchir et procéder à leur expédition ;
- recevoir et traiter les courriers en retour des contrevenants ;
- transmettre ces courriers à l'officier du ministère public (OMP) compétent et, le cas échéant, au juge de proximité ;
- archiver les documents relatifs aux avis de contravention.

* par l'intermédiaire du préfet ou du prestataire de la collectivité territoriale, validé par l'ANTAI.

Article III : Engagements de la préfète

La Préfète de département s'engage à :

- transmettre à la collectivité les « notes techniques de l'ANTAI » relatives à la verbalisation électronique prévues pour la mise en œuvre de la verbalisation électronique (éléments fournis par l'Agence nationale de traitement automatisé des infractions) ;
- fournir à la commune le modèle d'avis d'information (document à apposer sur le véhicule ayant fait l'objet d'une verbalisation) et de relevé d'infraction (document papier numéroté à utiliser pour relever, sur le terrain, les éléments de l'infraction avant de saisir le procès-verbal, au sein du service, dans l'AGC) ;
- Informer l'Agence nationale de traitement automatisé des infractions de la démarche de la collectivité territoriale en vue d'adopter la verbalisation électronique, en particulier après la signature de la présente convention ;
- effectuer le versement de la subvention prévue à l'article 3 de la LFR n° 2010-1658 du 29 décembre 2010 (fonds d'amorçage) sur la base de la facture d'acquisition des terminaux par la commune et des informations de connexion au CNT transmises par l'ANTAI.

Article IV : Engagements du Maire

Le Maire s'engage à mettre en œuvre les dispositions suivantes :

- acquérir les appareils nécessaires à la mise en œuvre de la verbalisation électronique, y compris leur maintenance et leur assistance technique ;
- mettre à disposition des agents verbalisateurs, des cartes à puce personnalisées avec le profil A05 et conformes aux exigences du Référentiel Général de Sécurité pour l'utilisation des PDA (voir annexe de sécurité) ;
- prévoir l'acquisition des avis d'information (document à apposer sur le véhicule ayant fait l'objet d'une verbalisation) et, le cas échéant, des relevés d'infraction (document

papier numéroté à utiliser pour relever, sur le terrain, les éléments de l'infraction avant de saisir le procès-verbal, au sein du service, dans l'AGC) ;

- acquérir, le cas échéant, auprès d'un prestataire une station de transfert permettant d'assurer le transfert des messages d'infraction au CNT et l'identification par le CNT de l'origine des messages ;
- utiliser un dispositif de verbalisation électronique qui respecte l'intégrité de la chaîne de procédure pénale, c'est-à-dire un dispositif ayant fait l'objet d'une validation par l'ANTAI ;
- garantir que le dispositif mis en œuvre dans la commune ne porte pas atteinte à l'intégrité et la sécurité du CNT, c'est-à-dire d'utiliser un dispositif ayant fait l'objet d'une validation par l'ANTAI ;
- assurer la formation des policiers municipaux ainsi que leur enrôlement au sens de la sécurité des systèmes d'information ;
- transmettre au Préfet de département une copie de la facture correspondant à l'acquisition des terminaux en vue de bénéficier du fonds d'amorçage prévu à l'article 3 de la LFR n° 2010-1658 du 29/12/2010.

Le maire s'engage à assumer les responsabilités suivantes :

- utiliser la connexion vers le CNT aux seules fins de la verbalisation électronique ;
- ne pas utiliser ce raccordement pour transmettre au CNT d'autres messages d'infractions (MIF) que ceux émis par les seuls services verbalisateurs de la commune, de l'intercommunalité ou le cas échéant des services de police municipale mutualisés avec une ou plusieurs communes ;
- assurer une responsabilité pleine et entière du contenu des messages d'infraction transmis au CNT (i.e. des informations d'infraction) ;
- ne pas tenter de modifier les éléments de sécurité relatifs à l'authentification d'origine de la connexion vers le CNT ou relatifs à la provenance des messages d'infraction relevés par la commune et transmis au CNT. En particulier, ne pas altérer ni modifier les certificats d'authentification et de signature fournis par le CNT et utilisés pour authentifier l'origine des MIF ainsi que l'origine de la connexion ;
- maintenir la connexion vers le CNT en état de fonctionnement (raccordement de télétransmission vers le CNT de type VPN sécurisé via internet) ;
- procéder régulièrement aux mises à jour (base NatInf et logiciel PVe le cas échéant) fournies par l'ANTAI selon un procédé automatique.

Fait à Poitiers, le

La Préfète,

Marie-Christine DOKHELAR

Le Maire,

Alain CLAEYS

ANTAI

AGENCE NATIONALE DE TRAITEMENT AUTOMATISE DES INFRACTIONS

Annexe sécurité

Ce document constitue l'annexe sécurité de la convention relative à la mise en oeuvre du processus de verbalisation électronique dans les collectivités territoriales. Ce document rappelle au maire dix règles de bonnes pratiques de sécurité des systèmes d'information. La mise en oeuvre de ces règles permet de respecter les différents engagements du maire, formalisés dans la présente convention. La gestion du PVe peut être déléguée à une personne désignée « personne en charge » dans ce document.

Ces règles ne constituent pas un ensemble exhaustif, mais permettent d'identifier les priorités de mise en oeuvre.

Règles de sécurité des systèmes de verbalisation électronique :

- Seuls les agents habilités ont le droit de verbaliser à l'aide des terminaux de verbalisation électronique. Seuls ces agents doivent pouvoir accéder physiquement aux systèmes de verbalisation électronique (PDA, station de transfert, AGC, équipements réseau...) afin de les protéger contre le vol et le vandalisme.
- Chaque agent est équipé d'une carte à puce personnelle. Cette dernière doit être conforme aux exigences de l'administration française (Référentiel Général d'Interopérabilité et Référentiel Général de Sécurité) et notamment aux spécifications IAS-ECC, ainsi qu'au nouveau standard européen CEN TS 15480 (European Citizen Card). En outre, elle doit être électriquement et impérativement personnalisée avec le profil A05, seul profil permettant d'utiliser la carte au sein de l'AGC.
- En cas de fin de contrat d'un agent verbalisateur ou en cas de changement d'activité, l'ensemble des équipements de l'agent devront être restitués. L'ensemble des droits et comptes associés à cet agent devront être supprimés (révocation).
- La personne en charge doit s'assurer de la bonne exécution des missions confiées à un prestataire de service dans le cadre de la verbalisation électronique, notamment sur les aspects de sécurité des systèmes d'information, ainsi que sur la conformité légale et réglementaire des systèmes utilisés.
- En cas d'incident de sécurité majeur survenant dans la collectivité (panne totale, intrusion dans le système, vol de données, etc.), une déclaration d'incident rapide et formelle doit être effectuée auprès du prestataire de service. Après une rapide instruction, l'incident de sécurité devra être remonté par le prestataire de service à l'Antai.
- Il est fortement recommandé d'utiliser des équipements dédiés exclusivement à la verbalisation électronique. Si certains équipements sont mutualisés (réseau, station de transfert...), la personne en charge doit s'assurer de leur sécurisation, afin de ne pas dégrader le niveau de sécurité du CNT ni l'intégrité des données d'infraction.

- Les différents systèmes de verbalisation électronique doivent être équipés d'un antivirus et d'un antispyware maintenus à jour.
- La personne en charge doit s'assurer du respect des exigences de maintenance matérielle et logicielle des différents dispositifs utilisés pour la verbalisation électronique. Les systèmes d'exploitation, anti-virus, applicatifs et logiciels de verbalisation électronique doivent être maintenus à jour.
- L'accès aux systèmes d'exploitation des composants de verbalisation électronique doit être protégé par une authentification. Les sessions système doivent se verrouiller automatiquement en cas d'inactivité.
- Identifiants, certificats, cartes à puce doivent rester personnels et ne peuvent en aucun cas être prêtés. Les éléments secrets (code PIN, mot de passe) ne doivent en aucun cas être divulgués. Ils doivent immédiatement être modifiés en cas de soupçon de compromission ou de compromission effective.
- En cas de perte de support d'authentification (carte à puce), un signalement devra être effectué dans les plus brefs délais auprès du fournisseur de ce support. Après une rapide instruction, l'incident de sécurité devra être remonté par le prestataire de service à l'Antai